



## Au mois d'août, pensez printemps !



### Préambule

Tenez-le vous pour dit, le sommet du « Groupe des sept » (G7)<sup>1</sup> sera cette année éco-responsable et placé sous le signe de la lutte contre les inégalités (ne riez pas).

Vrai de vrai ! Les communicants de l'Élysée ne manquent pas de nous le rappeler sur le site officiel que le monde entier nous envie (oui oui, ce même site qui propose à la vente des colifichets en tout genre à la gloire de notre bon Président).

Juste après la ratification de l'accord de (déséqui)libre-échange avec le Canada<sup>2</sup>, et juste avant de tailler en pièces le système de retraites d'un pays qui peut s'enorgueillir d'être champion du monde des versements de dividendes<sup>3</sup>, il fallait oser ; mais ce gouvernement ose tout, c'est même à ça qu'on le reconnaît.

### La Douane aux multiples missions

L'occasion de briller était trop belle pour la toute nouvelle Direction Nationale Garde-Côtes des Douanes (DNGCD), qui s'est saisie de l'opportunité pour prêter son concours et ses moyens rutilants au dispositif de sécurisation de l'évènement, avec l'engagement :

- de la vedette DF 68 de Bayonne,
- du patrouilleur DFP2 de Brest,
- d'un avion Beechcraft de la Brigade de Surveillance Aéro-Maritime (BSAM) de Lann-Bihoué
- et d'un écureuil EC-135 de la Brigade de Surveillance Aéro-Terrestre (BSAT) de Dugny-Le Bourget.

De même pour la Direction interrégionale des Douanes et Droits Indirects de Nouvelle-Aquitaine, qui va engager pour le sommet :

- 50% des effectifs de la branche surveillance (SURV) de la Direction Régionale (DR) de Bayonne (brigades de Bayonne, Cambo, Dax, Hendaye, Oloron et Pau !)
- La DR de Bordeaux assistera, via la Brigade de Surveillance Extérieure (BSE) de Bordeaux.

**Jusqu'ici, rien d'anormal.**

Les agents de la Surveillance sont régulièrement affectés à des missions de sûreté.

Et il arrive fréquemment que les marins des douanes soient mis à disposition des Préfectures Maritimes (PréMar) dans le cadre de l'Action de l'État en Mer (AEM) :

- notamment pour des opérations de secours et d'assistance,
- ou encore pour assurer ponctuellement une permanence Vigimer (la déclinaison maritime du plan Vigipirate).

**Seulement voilà, il y a un os.** Ou une arête, pour les amatrices et amateurs d'activités halieutiques.

1 Les pays membres du G7 sont, dans l'ordre alphabétique : l'Allemagne, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni.

2 Dénommé officiellement *Accord Economique et Commercial Global* (AECG), également connu sous sa traduction anglaise *Comprehensive and Economic Trade Agreement* (CETA). Pour une meilleure lisibilité, les sigles AECG et CETA sont parfois retranscrits en *Accord union Européenne-Canada Global* et *Canada-European union Trade Agreement*.

3 Voir cet article : <http://bourse.lefigaro.fr/indices-actions/actu-conseils/la-france-championne-du-monde-de-la-distribution-de-dividendes-6488737>



## Haro sur les écolos

La participation de la douane à un événement de portée internationale peut s'entendre :

- en matière de lutte contre le terrorisme
- ou de sauvegarde de la vie humaine en mer.

Or ici, l'objectif affiché en la circonstance est, « compte tenu de la sensibilité des thèmes abordés par le G7 vis-à-vis de la doctrine de mouvements alter-mondialistes radicaux » (sic), de prévenir :

- d'éventuelles actions de contestations,
- manifestations
- et autres crimes de lèse-majesté de nature à écorner l'image de la start-up nation<sup>4</sup>.

Pour mener à bien cette mission ô combien essentielle consistant à museler consciencieusement toute velléité d'expression d'idées aussi alternatives que saugrenues (le partage des richesses, l'amitié entre les peuples, et autres fadaises de cet acabit), de pertinents critères de sélection ont d'ores et déjà été établis.

Ainsi, « *l'observation d'une attitude non compatible avec un passage inoffensif telles que des activités liées à des groupes activistes (banderoles)* » (sic derechef) donnera immédiatement lieu au signalement ou au contrôle des embarcations.

Il ne faudrait tout de même pas que les participants au sommet se fassent agresser à coups de slogans écologistes et anticapitalistes par des militants de l'Union syndicale SOLIDAIRES !



## L'État de droit, d'accord, mais bon...

Ne partez pas, nous avons gardé le meilleur pour la fin. Non contente de faire des collègues les supplétifs des forces de sécurité, l'administration demande sans sourciller aux agents « d'effectuer des contrôles préventifs sur la base du code des douanes ».

En d'autres termes, d'utiliser l'article 60 pour débusquer les militants alter-mondialistes avant de les dénoncer aux autorités compétentes, qui ne manqueront pas de leur faire passer le goût de la contestation, non mais sans blague.

Il n'aura évidemment échappé à personne que l'utilisation par une autorité publique de ses pouvoirs à des fins autres que celles pour lesquelles ils lui ont été confiés est l'**exacte définition du détournement de pouvoir** (arrêt Pariset du 26/11/1875, Conseil d'État), et d'aucuns seraient tentés de s'interroger sur la légalité de l'ordre.

Mais enfin quoi ? On ne va pas se formaliser pour si peu, hein. Comme le disait si bien l'honorable Gérard Collomb, précédent ministre de l'Ordre Public... pardon, de l'Intérieur : « *Le Conseil d'État peut dire le droit, mais je ne suis pas sûr qu'il puisse prédire l'efficacité.* » (point presse du conseil des ministres du 21/02/2018)<sup>5</sup>



## Pour conclure

Dans une période marquée par un autoritarisme galopant, les violences policières et la répression syndicale, SOLIDAIRES Douanes s'alarme de voir **l'administration participer à des opérations visant ni plus ni moins à empêcher l'expression de légitimes préoccupations** et revendications.

Nous sommes, et devons demeurer une police des marchandises, pas devenir une police de la pensée !

Nous demandons par conséquent à M. le Directeur Général de **reconsidérer les modalités d'intervention des unités engagées lors du sommet du G7**, afin que le nom de la Douane soit associé à la sauvegarde de la vie humaine et non à la répression des défenseurs de l'environnement et des droits de l'être humain.

Paris, le mardi 06 août 2019

4 **Sur le crime de lèse-majesté**, voir cet article du journal *Reporterre* relatif au décrochage de portraits du président Emmanuel Macron par les militants de l'association Action Non Violente (ANV) COP21 :

<https://reporterre.net/Le-gouvernement-mobilise-la-lutte-anti-terroriste-contre-les-activistes-du>

**Sur le concept de start-up nation**, l'analyse en 9 minutes de la chaîne d'information *Le média* :

<https://www.youtube.com/watch?v=zES6qJBHDIo>

5 Voir ici (à partir de 23min 45s) :

<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/02/20/conseil-des-ministres-du-mercredi-21-fevrier-2018>